



CESER Bourgogne Franche-Comté Séance plénière du 17 Octobre 2023

Plan Pluriannuel d'Investissement 2024-2030 Région Bourgogne Franche Comté

Déclaration de Julien Bernard au nom de la CGT

Avant toute chose, signalons que ce document n'est pas clair sur son statut. À sa lecture, on a du mal à comprendre sa portée et s'il doit engager un débat au sein du CESER. La CGT a donc fait comme si c'était le cas et tenait à apporter quelques éclairages.

Les régions n'ont plus de marges de manœuvres budgétaires, elles deviennent, à regrets, des administrations décentralisées incapables de politique publique. En effet, les recettes maîtrisées par des impôts librement décidés par la collectivité ont été supprimés les uns après les autres. Le financement des régions dépend dorénavant du bon vouloir des gouvernements successifs et non plus de leur décision souveraine en matière fiscale. Nous le constatons et le déplorons année après année au moment des avis sur les budgets. Cette logique mortifère est désormais intégrée dans les logiciels de la région.

Dans ce cadre, la CGT déplore et ne partage pas que le CESER puisse proposer le recours à des «marchés de partenariat», nouvel avatar des partenariats public-privé. Cette forme de contournement des normes d'endettement public, par un porteur privé a démontré sa nocivité. Confier au privé des missions de service public qui devraient être assumés par la collectivité publique coûte toujours plus cher in fine pour le contribuable, pour un service rendu pas toujours à la hauteur..

Point d'attention aussi, sur les SCIC, qui si elles peuvent répondre à certaines questions doivent rester sous contrôle des collectivités qui les créent.

Sur la politique d'investissement dans les lycées, il faut arrêter de se faire peur. On ne peut pas baser une politique régionale de 2023 sur des projections à 2070 (c'est-à-dire dans 47 ans). Les parents des enfants de 10 ans en 2070 ne sont sans doute pas encore nés ! Est-ce qu'on a réfléchi les politiques de 2023 en 1976 (je n'étais pas né), c'est-à-dire dans un monde bipolaire, marqué par le premier choc pétrolier et sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing ? Heureusement que non ! La priorité à l'heure actuelle, c'est d'arrêter la course à la métropolisation et de conserver sur l'ensemble du territoire les services publics qui seront demain essentiels dans un monde sous le régime du changement climatique. Les lycées en font partie. Et le problème n'est pas que la pyramide des âges mais surtout le manque de moyens alloués par l'État.